

F. 2001 — 2718

[C — 2001/31304]

19 JUILLET 2001. — Ordonnance organisant la tutelle administrative sur les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance organise la tutelle administrative ordinaire sur les zones de police pluricommunales de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Pour l'application de la présente ordonnance, la transmission des actes des autorités des zones pluricommunales et des arrêtés du Gouvernement se fait soit par courrier électronique, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par porteur, soit moyennant la délivrance d'un récépissé.

Cependant, pour ce qui concerne les documents relatifs au budget et aux comptes, en ce compris leurs annexes, le Gouvernement peut déterminer un autre support de transmission et la forme d'enregistrement de ces données.

Art. 4. En ce qui concerne les délais qui lui sont impartis, le Gouvernement est tenu par les règles suivantes :

1° le point de départ du délai est le lendemain du jour de la réception de l'acte de l'autorité communale ou de l'autorité de la zone pluricommunale;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai;

3° tout arrêté du Gouvernement doit être notifié par écrit à l'autorité communale de la zone pluricommunale et à peine de nullité de cet arrêté, son envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au jour ouvrable suivant. On entend par jours fériés, les jours suivants : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre, ainsi que les jours déterminés par ordonnance ou par arrêté du Gouvernement.

Art. 5. Tout acte du Gouvernement qui porte annulation, suspension ou improbation doit indiquer ses motifs dans son texte même.

Il en va de même pour tout acte du Gouvernement qui proroge un délai.

CHAPITRE II. — *De l'information de l'autorité de tutelle*

Art. 6. Les autorités des zones pluricommunales transmettent au Gouvernement les actes visés à l'article 13.

Le Gouvernement détermine les actes des autorités des zones pluricommunales autres que les actes visés à l'article 13, qui doivent lui être transmis, ainsi que les modalités relatives à cette transmission.

Art. 7. Les autorités des zones pluricommunales transmettent au Gouvernement la liste de tous les actes du conseil de police, autres que ceux visés par ou en vertu de l'article 6, dans les vingt jours où ils ont été pris.

La liste comprend un bref exposé de ces actes.

Art. 8. Le Gouvernement peut recueillir, même sur les lieux, tous renseignements et éléments utiles.

CHAPITRE III. — *Tutelle générale*

Art. 9. Le Gouvernement peut suspendre par arrêté l'exécution de l'acte par lequel une autorité d'une zone pluricommunale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le délai de suspension est de cinquante jours à partir de la réception de l'acte.

L'autorité concernée peut retirer l'acte suspendu ou le justifier.

N. 2001 — 2718

[C — 2001/31304]

19 JULI 2001. — Ordonnantie houdende regeling van het administratief toezicht op de meergemeentelijke politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie regelt het gewoon administratief toezicht op meergemeentelijke politiezones.

Art. 3. Voor de toepassing van deze ordonnantie worden de akten van de overheden van de meergemeentezones en de besluiten van de Regering verzonden, hetzij via e-mail, hetzij bij ter post aangetekende brief met ontvangstmelding, hetzij per bode, tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

Wat de documenten betreffende de begroting en de rekeningen met inbegrip van de bijlagen betreft, kan de Regering evenwel een andere drager voor de verzending bepalen en de vorm waarin deze gegevens geregistreerd worden.

Art. 4. Inzake de haar toegemeten termijnen is de Regering aan de volgende regels gehouden :

1° de termijn gaat in de dag na die waarop de akte van de overheid van de meergemeentezone ontvangen is;

2° de vervaldag wordt gerekend tot de termijn;

3° van elke besluit van de Regering moet schriftelijk kennis gegeven worden aan de overheid van de meergemeentezone, en op straffe van nietigheid van dit besluit, moet het verzonden worden uiterlijk de dag waarop de termijn verstrijkt.

Wanneer de vervaldag op een zaterdag, een zondag of een feestdag valt, wordt de vervaldag op de volgende werkdag uitgesteld. Onder feestdagen worden de volgende dagen verstaan : 1 januari, paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartsdag, pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december, alsmede de bij ordonnantie of bij besluit van de Regering bepaalde dagen.

Art. 5. Alle handelingen van de Regering tot vernietiging, schorsing of niet-goedkeuring moeten in de tekst zelf met redenen omkleed zijn.

Hetzelfde geldt voor alle handelingen van de Regering die een termijn verlengen.

HOOFDSTUK II. — *Informatie van de toezichhoudende overheid*

Art. 6. De overheden van de meergemeentezones zenden de Regering de akten toe bedoeld in artikel 13 aan de Regering over.

De Regering bepaalt welke andere akten dan die bedoeld in artikel 13, de overheden van de meergemeentezones haar moeten toezenden, alsmede de nadere regels betreffende deze toezending.

Art. 7. De overheden van de meergemeentezones zenden aan de Regering de lijst toe van alle akten van de politieraad, die niet door of krachtens artikel 6 bedoeld zijn, binnen een termijn van twintig dagen nadat ze vastgesteld zijn.

De lijst omvat een beknopte omschrijving van deze akten.

Art. 8. De Regering kan, ook ter plaatse, alle nuttige inlichtingen en gegevens inwinnen.

HOOFDSTUK III. — *Algemeen toezicht*

Art. 9. De Regering kan bij besluit de uitvoering schorsen van de akte waarbij overheid van een meergemeentezone de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

De schorsingstermijn bedraagt vijftig dagen vanaf de ontvangst van de akte.

De betrokken overheid kan de geschorste akte intrekken of rechtvaardigen.

Sous peine de nullité de l'acte suspendu, elle transmet au Gouvernement l'acte par lequel elle justifie l'acte suspendu, dans un délai de cent cinquante jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension.

La suspension est levée après l'expiration d'un délai de cinquante jours à partir de la réception de l'acte par lequel l'autorité concernée justifie l'acte suspendu.

Art. 10. Le Gouvernement peut annuler par arrêté l'acte par lequel une autorité d'une zone pluricommunale viole la loi ou blesse l'intérêt général.

Le délai d'annulation est de cinquante jours à partir de la réception de l'acte ou, le cas échéant, de la réception de l'acte par lequel l'autorité concernée justifie un acte suspendu.

Art. 11. Les actes du conseil de police repris sur la liste visée à l'article 7 ne sont plus susceptibles d'être suspendus ou annulés si le Gouvernement n'a pas réclamé ces actes, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les vingt jours de la réception de la liste.

Le délai de suspension ou d'annulation de l'acte réclamé par le Gouvernement dans le délai prescrit au premier alinéa est de trente jours à partir de la réception de l'acte.

Art. 12. Les actes par lesquels ou le collège de police attribue les marchés de travaux, de fournitures et de services, ne sont exécutoires qu'à partir du jour où ils ne sont plus susceptibles d'être suspendus ou annulés, ou le cas échéant, à partir du jour où le Gouvernement notifie à l'autorité communale ou à l'autorité d'une zone pluricommunale que l'acte peut être exécuté immédiatement.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° aux actes attribuant les marchés visés à l'article 17, § 2, 1°, C, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

2° aux actes des marchés qui ne doivent pas être transmis au Gouvernement en application de l'article 6.

CHAPITRE IV. — *Tutelle d'approbation*

Art. 13. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement, les actes des autorités communales ou des autorités des zones pluricommunales portant sur les objets suivants :

1° le cadre du personnel opérationnel et le cadre du personnel administratif et logistique de la police locale;

2° le budget de la police locale et les modifications y apportées;

3° le compte de la police et le compte de fin de gestion du comptable spécial;

4° la consolidation et le rééchelonnement des charges financières des emprunts souscrits pour le financement de la police locale;

5° le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services. L'approbation n'est pas requise :

a) lorsque la valeur globale du marché est égale ou inférieure à 8 600 000 francs, la taxe sur la valeur ajoutée non comprise pour les marchés de fournitures et de services et à 20 millions de francs, la taxe sur la valeur ajoutée non comprise pour les marchés de travaux.

Le Gouvernement peut modifier le montant pour les marchés de fournitures et de services pour l'adapter à la suite des révisions biennales prévues respectivement par l'article 7 de la directive 92/50/CEE du Conseil du 18 juin 1992 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services et l'article 5 de la directive 93/36/CEE du Conseil du 14 juin 1993 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures. Le montant pour les marchés de fournitures et de services ne peut être supérieur à 17 200 000 francs ou inférieur à 4 300 000 francs la taxe sur la valeur ajoutée non comprise;

Op straffe van nietigheid van de geschorste akte zendt zij de akte waarbij zij de geschorste akte rechtvaardigt naar de Regering binnen een termijn van honderdvijftig dagen vanaf de ontvangst van het schorsingsbesluit.

De schorsing is opgeheven na het verstrijken van een termijn van vijftig dagen vanaf de ontvangst van de akte waarbij de betrokken overheid de geschorste akte rechtvaardigt.

Art. 10. De Regering kan bij besluit de akte vernietigen waarbij een overheid van een meergemeentezone de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

De vernietigingstermijn bedraagt vijftig dagen vanaf de ontvangst van de akte of, in voorkomend geval, vanaf de ontvangst van de akte waarbij de betrokken overheid een geschorste akte rechtvaardigt.

Art. 11. De akten van de politieraad vermeld in de in artikel 7 bedoelde lijst kunnen niet meer worden geschorst of vernietigd indien de Regering deze akten niet opgevraagd heeft bij aangetekende brief met ontvangstmelding, binnen twintig dagen na de ontvangst van de lijst.

De termijn voor de schorsing of de vernietiging van de akte die de Regering binnen de in het eerste lid gestelde termijn opgevraagd heeft, bedraagt dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de akte.

Art. 12. De akten van het politiecollege houdende gunning van een opdracht voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zijn slechts uitvoerbaar vanaf de dag dat zij niet meer vatbaar zijn voor schorsing of vernietiging, of, in voorkomend geval, vanaf de dag dat de Regering aan de overheid van een meergemeentezone ter kennis brengt dat de akte onmiddellijk uitgevoerd mag worden.

Het eerste lid is niet van toepassing op :

1° de akten waarbij opdrachten worden gegund als bedoeld in artikel 17, § 2, 1°, C, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

2° de akten waarbij opdrachten worden gegund die met toepassing van artikel 6 niet aan de Regering behoeven te worden toegezonden.

HOOFDSTUK IV. — *Goedkeuringstoezicht*

Art. 13. De akten van de meergemeentezones met betrekking tot de volgende onderwerpen worden om goedkeuring aan de Regering voorgelegd :

1° de formatie van het operationeel personeel en de formatie van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie;

2° de begroting van de lokale politie en de daarin aangebrachte wijzigingen;

3° de rekening van de lokale politie en de eindrekening van de bij zondere rekenplichtige;

4° de consolidatie en de herschikking van de financiële lasten van de leningen die zijn aangegaan voor het financieren van de lokale politie;

5° de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden die gelden voor de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten. De goedkeuring is niet vereist :

a) wanneer de totale waarde van de opdracht gelijk is aan of lager dan 8 600 000 frank, exclusief belasting over de toegevoegde waarde voor de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten, en 20 miljoen frank, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, voor de opdrachten voor aanneming van werken.

De Regering kan het bedrag voor de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten wijzigen om het aan te passen ten gevolge van de tweejaarlijkse herzieningen respectievelijk voorgeschreven bij artikel 7 van richtlijn 92/50/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor dienstverlening en artikel 5 van richtlijn 93/36/EEG van de Raad van 14 juni 1993 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor leveringen. Het bedrag voor de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten mag niet hoger zijn dan 17 200 000 frank of lager dan 4 300 000 frank, exclusief belasting over de toegevoegde waarde;

b) pour les marchés visés à l'article 17, § 2, 1°, C, de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Art. 14. Les arrêtés pris en vertu de l'article 13 doivent être notifiés dans les cinquante jours de la réception de l'acte. Ce délai peut être prorogé une seule fois par le Gouvernement pour une durée n'excédant pas celle du délai initial.

Les arrêtés pris en vertu de l'article 13, doivent être notifiés dans les cinquante jours de la réception de l'acte. Ce délai peut être prorogé une seule fois par le Gouvernement pour une durée n'excédant pas celle du délai initial.

L'arrêté de prorogation du délai doit également être notifié aux organes des zones de police pluricommunales avant l'expiration du délai initial.

Si ces délais ne sont pas respectés, l'acte est réputé approuvé.

CHAPITRE V. — *Commissaire spécial*

Art. 15. Après deux avertissements consécutifs et transmis par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis par porteur contre récépissé, le Gouvernement peut charger un ou plusieurs commissaires de se rendre sur place aux fins de recueillir les informations ou les observations demandées ou d'exécuter une obligation qui s'impose à une autorité communale ou à une autorité d'une zone pluricommunale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

Art. 16. La présente ordonnance ne s'applique pas aux actes des autorités des zones pluricommunales pris avant son entrée en vigueur. Elle ne s'applique pas non plus au contrôle de tutelle relatif à ces actes.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — Projet d'ordonnance, A - 195/1. — Rapport, A - 195/2. — Amendement après rapport, A - 195/3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 13 juillet 2001.

b) voor de opdrachten bedoeld in artikel 17, § 2, 1°, C, van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Art. 14. Van de besluiten vastgesteld krachtens artikel 13 moet binnen vijftig dagen na ontvangst van de akte kennis gegeven worden. Die termijn kan eenmaal door de Regering verlengd worden met niet meer dan de oorspronkelijke termijn.

Van de besluiten vastgesteld krachtens artikel 13, moet binnen vijftig dagen na ontvangst van de akte kennis gegeven worden. Die termijn kan eenmaal door de Regering verlengd worden met niet meer dan de oorspronkelijke termijn.

Het besluit tot verlenging van de termijn moet eveneens ter kennis worden gebracht van de organen van de meergemeentepolitiezones vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijn.

Als deze termijnen niet nageleefd worden, wordt de akte als goedgekeurd beschouwd.

HOOFDSTUK V. — *Speciaal commissaris*

Art. 15. De Regering kan, na twee opeenvolgende waarschuwingen verstuurd per aangetekende brief met ontvangstmelding of per bode tegen afgifte van een ontvangsbewijs, een of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of een op een overheid van een meergemeentezone rustende verplichting na te komen.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepaling*

Art. 16. Deze ordonnantie is niet van toepassing op de akten van de overheden van de meergemeentezones gesteld voor de inwerkingtreding van de ordonnantie. Ze is evenmin van toepassing op het toezicht op die akten.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2001.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimte-lijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Binnenlandse Handel,

D. GOSUIN

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2000-2001.*

Documenten van de Raad. — Ontwerp van ordonnantie A-195/1. — Verslag A-195/2. — Amendementen na verslag A-195/3.

Volledig verslag: Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 13 juli 2001.